**Des solutions durables pour l’eau en Méditerranée : gérer la rareté et améliorer la qualité**

**Proposition d’objectifs cibles pour la priorité 1 : « Mieux gérer la demande en eau »**

**Objectif cible 1**

D’ici 2015, chaque pays méditerranéen a fixé ses propres objectifs nationaux en matière d’efficience d’utilisation [ou : d’utilisation rationnelle] de l’eau dans les différents secteurs d’usage et de répartition de l’eau entre usages (productifs et environnementaux)

[et défini/mis en œuvre des « plans d’efficience » (mesures) pour atteindre ces objectifs à court, moyen et long termes].

Background and rationale of the target :

En Méditerranée, les ressources en eau sont très inégalement réparties dans l’espace et dans le temps. Les situations de pénuries d’eau et de sécheresses sont fréquentes, affectant tout particulièrement les pays du Sud et de l’Est. La population méditerranéenne « pauvre » en eau, c’est-à-dire celle des pays disposant de moins de 1000 m3/hab/an de ressources renouvelables, pourrait atteindre 250 millions d’habitants en 2025, dont 80 millions en situation de pénurie avec moins de 500 m3/hab/an.

La demande en eau de l’ensemble des pays méditerranéens a doublé dans la deuxième moitié du 20ème siècle pour atteindre, en 2007, 280 km3/an. Elle pourrait encore s’accroître de près de 20 % d’ici à 2025, pour l’essentiel dans les pays du Sud et de l’Est. L’agriculture représente près de 65 % de cette demande totale en eau. Malgré quelques progrès encourageants en matière de rendements d’utilisation de l’eau, les pertes lors du transport et des différents usages représentent encore près de 40 % de la demande totale.

Dans certains pays, les prélèvements en eau approchent voire dépassent déjà le niveau limite des ressources renouvelables. Une partie croissante des demandes est satisfaite par une production d’eau « non durable » reposant sur le prélèvement d’eaux fossiles ou sur la surexploitation de ressources renouvelables. La poursuite de stratégies nationales qui privilégient encore trop souvent l’accroissement de l’offre en eau, mobilisant et altérant toujours davantage les ressources naturelles, comporte de graves risques à terme.

Dans un contexte de pénurie croissante dans une partie de la région et face aux incertitudes liées au changement climatique, il devient de plus en plus nécessaire d’adapter les politiques de gestion de l’eau, de mieux gérer les différents usages et d’utiliser les ressources de façon plus économe et optimale, pour répondre aux besoins des populations et des hydrosystèmes, ainsi qu’aux besoins pour le développement d’aujourd’hui et de demain.

Les travaux du Plan Bleu, centre de réflexion systémique et prospective sur l’environnement et le développement en Méditerranée œuvrant dans le cadre de la coopération régionale (Plan d’action pour la Méditerranée), ont en ce sens permis de mettre en exergue d’une part un déséquilibre croissant entre offre et demande en eau et, d’autre part, les économies réalisables par une réduction des pertes et mauvaises utilisations, économies évaluées à près d’un quart de la demande totale en eau à l’horizon 2025. Une gestion plus rigoureuse de la demande pourrait ainsi vraisemblablement satisfaire l’accroissement des besoins, au moins à un horizon de quinze-vingt ans. Ces travaux ont par ailleurs souligné la nécessité de développer des approches économiques de type coûts-avantages et coûts-efficacité, en intégrant les impacts environnementaux et sociaux à court et long termes, pour comparer différentes options en matière de gestion de l’eau et évaluer l’intérêt économique et financier des mesures de gestion de la demande en eau[[1]](#footnote-1) (GDE).

Sur la base de ces analyses, la gestion intégrée des ressources et demandes en eau a été retenue comme le premier domaine d’action prioritaire de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable (SMDD) adoptée en 2005 par l’ensemble des pays riverains et la Communauté européenne. L’un des objectifs principaux relatifs à la gestion de l’eau est le renforcement des politiques de GDE pour stabiliser la demande d’ici 2025 grâce à une atténuation des pertes et des mauvaises utilisations et augmenter la valeur ajoutée créée par mètre cube d’eau utilisé, soit améliorer les efficiences. La SMDD est une « stratégie cadre » pouvant inspirer l’élaboration ou l’actualisation de Stratégies nationales de développement durable, de « plans d’efficience[[2]](#footnote-2)» (ou plans d’utilisation rationnelle des ressources en eau dont le principe a été retenu lors du Sommet de Johannesburg en 2002) et de stratégies sectorielles, étant entendu qu’il revient à pays de se fixer ses propres objectifs.

De même, réunis à Amman en décembre 2008, les ministres euro-méditerranéens de l’eau ont retenu la GDE comme l’un des thèmes prioritaires de la future Stratégie pour l’eau en Méditerranée. Cette Stratégie devra fixer un objectif régional chiffré en matière d’économies d’eauà l’horizon 2025 et examiner les outils les plus appropriés pour l’atteindre.

La GDE devrait par ailleurs constituer une priorité dans le cadre des Stratégies nationales d’adaptation au changement climatique adoptées par les pays méditerranéens.

**Objectif cible 2**

D’ici 2015/2020, chaque pays méditerranéen a fixé ses propres objectifs nationaux en matière d’amélioration de la productivité hydrique de l’agriculture pluviale et irriguée, dans le cadre d’une stratégie intégrée [coordonnée] pour l’eau et la sécurité alimentaire.

[et défini/mis en œuvre des mesures pour atteindre ces objectifs à court, moyen et long termes].

Background and rationale of the target :

L’agriculture des pays méditerranéens consomme près des deux tiers de leur demande en eau bleue (dérivée des eaux superficielles ou souterraines), et près de 90 % de leur demande totale en eau incluant également l’eau verte, issue des précipitations, et l’eau virtuelle issue de leurs importations de produits alimentaires. La question de l’eau en Méditerranée est donc bien d’abord une question agricole et de sécurité alimentaire, et vice versa.

La question de l’eau doit en effet être appréhendée en relation avec la productivité hydrique de l’agriculture pluviale et irriguée, l’évolution des habitudes alimentaires et l’optimisation de la balance agroalimentaire, en somme avec les objectifs des politiques agricoles en termes de sécurité alimentaire. Ces objectifs ne peuvent être définis qu’au travers d’une vision complète et globale de l’eau, vision qui rompt avec la notion classique d’eau bleue, mobilisable et exploitable, pour prendre en compte d’autres formes de ressources en eau que sont l’eau verte et l’eau virtuelle. Dans certains pays méditerranéens, où l’eau verte et l’eau virtuelle assurent à elles deux l’essentiel de la demande alimentaire, les enjeux de l’irrigation sont davantage d’ordre économique ou stratégique : il peut s’agir notamment d’exporter des biens agricoles à haute valeur ajoutée ou de modérer l’impact néfaste de sécheresses fréquentes.

Les travaux du Plan Bleu ont permis d’évaluer l’ampleur des pertes et des mauvais usages de l’eau bleue dans chaque secteur, ainsi que les progrès possibles par une meilleure gestion de la demande en eau appelée à devenir une priorité de politique en Méditerranée et relevant d’une combinaison d’outils et de volontés. Un quart de la demande en eau d’irrigation pourrait ainsi être économisé par une amélioration de l’efficience du transport de l’eau et de l’irrigation à la parcelle.

Mais la notion d’utilisation rationnelle de l’eau mérite d’être étendue à l’ensemble de l’agriculture pluviale qui valorise la part la plus importante des ressources naturelles en eau. Des mesures de conservation des eaux et des sols, de gestion des eaux de crues et de ruissellement, de récupération d’eau ou encore d’adaptation des espèces cultivées à la réserve utile du sol permettent une meilleure valorisation des eaux vertes.

Les analyses stratégiques et prospectives conduites par les pays méditerranéens pour, notamment, examiner les possibilités de développer les superficies irriguées et faciliter les arbitrages en matière de répartition des ressources en eau à l’intérieur du secteur agricole ou entre différents secteurs d’usage - ce en intégrant les besoins environnementaux - devront, en outre, tenir compte des possibilités offertes par le développement de ressources en eau « non conventionnelles » comme la réutilisation d’eaux usées épurées. La sécurisation des importations alimentaires de la région méditerranéenne, premier importateur mondial de céréales, sera par ailleurs nécessaire pour faire face aux pénuries d’eau et au risque d’insécurité alimentaire.

Les impacts attendus du changement climatique en région méditerranéenne rendent d’autant plus cruciale l’adaptation des politiques de l’eau et des politiques agricoles des pays riverains pour que ceux-ci puissent être à même de relever un triple défi : satisfaire les besoins humains, servir le développement et préserver l’environnement.

1. La gestion de la demande en eau (GDE), qui comprend l’ensemble des mesures visant à accroître les efficiences techniques, sociales, économiques, institutionnelles et environnementales dans les différents usages de l’eau. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les plans d’efficience peuvent être élaborés et mis en œuvre à diverses échelles (pays, bassins versants, nappes, villes, périmètres d’irrigation…). [↑](#footnote-ref-2)